Nations Unies A/54/380

Assemblée générale

Distr. générale
21 septembre 1999
Français
Original: anglais

Cinquante-quatrième session
Point 169 de l'ordre du jour
Financement de la Mission des Nations Unies au Timor oriental

Financement de la Mission des Nations Unies au Timor oriental

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Par sa résolution 53/240 du 29 juin 1999, l'Assemblée générale a ouvert, pour la période du 5 mai au 31 août 1999, un crédit d'un montant brut de 52 531 100 dollars (montant net : 51 340 600 dollars pour la Mission des Nations Unies au Timor oriental (MINUTO), qui a été créée par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1246 (1999) du 11 juin 1999. Elle a décidé que le montant à mettre en recouvrement serait déterminé après l'examen du rapport que le Secrétaire général lui présenterait à sa cinquante-quatrième session, en tenant compte des contributions volontaires reçues.

Le Conseil de sécurité, par sa résolution 1257 (1999) du 3 août 1999, a prorogé le mandat de la Mission jusqu'au 30 septembre 1999 (phase I) du fait que la consultation populaire prévue au Timor oriental avait été reportée au 30 août 1999. À ce propos, le Secrétaire général a demandé au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, et obtenu de ce dernier, l'autorisation d'engager des dépenses jusqu'à concurrence d'un montant brut de 1 897 300 dollars (montant net : 1 600 500 dollars).

Par sa résolution 1262 (1999) du 27 août 1999, le Conseil de sécurité a prorogé le mandat de la MINUTO jusqu'au 30 novembre 1999 (phase II), et appuyé la proposition formulée par le Secrétaire général dans son rapport (S/1999/862) tendant à ce que les tâches et la composition de la Mission soient modifiées pendant la phase de transition entre l'achèvement de la consultation populaire et la mise en application de ses résultats (phase II). Le Conseil a approuvé, entre autres, un renforcement des composantes police civile et liaison militaire. Le Secrétaire général a obtenu l'assentiment du Comité consultatif pour engager des dépenses jusqu'à concurrence de 10 millions de dollars à cette fin.

99-27178 (F) 290999 290999

Après les derniers événements survenus au Timor oriental, le Conseil de sécurité, par sa résolution 1264 (1999) du 15 septembre 1999, a autorisé la création d'une force multinationale placée sous une structure de commandement unifiée, chargée de rétablir la paix et la sécurité au Timor oriental, de protéger et d'appuyer la MINUTO dans l'exécution de ses tâches et, dans la limite des capacités de la force, de faciliter les opérations d'aide humanitaire.

Le présent rapport porte sur les besoins de financement pour les phases I et II et donne une estimation préliminaire du montant des ressources nécessaires pour la phase II aux fins de l'application de la résolution 1262 (1999) du Conseil de sécurité. Les questions financières liées à la phase III ou à la création de la force multinationale ne sont pas abordées. En conséquence, on trouvera dans le rapport : a) un projet de budget révisé pour la phase I de la MINUTO, s'élevant à montant brut de 54 428 400 dollars (montant net : 52 941 100 dollars) pour la période du 5 mai au 30 septembre 1999, et comprenant tous les éléments autorisés par le Conseil de sécurité dans ses résolutions 1236 (1999) du 7 mai 1999, 1246 (1999) et 1257 (1999); et b) une estimation préliminaire des ressources à prévoir pour la phase II, telle qu'elle a été approuvée par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1262 (1999), soit 38 037 100 dollars en chiffres bruts (montant net : 37 080 700 dollars). Pour calculer ce dernier montant, on a tenu compte des pertes de biens subies par la MINUTO, de leur remplacement et des infrastructures disponibles sur place.

À ce jour, des contributions d'un montant de 43 910 800 dollars ont été versées au Fonds d'affectation spéciale pour le règlement de la question du Timor oriental. Toutes les contributions annoncées ont été versées par la suite ou confirmées par écrit. Il faut ajouter à cela les contributions en nature apportées par le Gouvernement australien aux activités de la MINUTO, qui sont estimées à 3 438 700 dollars pour la phase I et à 2 752 200 dollars pour la phase II.

En conséquence, l'Assemblée générale est invitée à :

a) Approuver un montant brut de 7 078 900 dollars (montant net : 5 591 600 dollars) à mettre en recouvrement pour la phase I de la MINUTO (5 mai-30 septembre 1999), comme il est indiqué au paragraphe 16 ci-dessous;

b) Autoriser le Secrétaire général à engager des dépenses jusqu'à concurrence d'un montant brut de 28 037 100 dollars (montant net : 27 080 700 dollars), ce chiffre représentant une estimation préliminaire pour la phase II de la MINUTO, conformément à la procédure indiquée au paragraphe 3 de la résolution 52/223 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1997.

Le Secrétaire général a l'intention de présenter un nouveau rapport à l'Assemblée générale dès que la situation aura été clarifiée, notamment en ce qui concerne les biens de la Mission et les équipements mis à sa disposition au Timor oriental. La question des crédits nécessaires et des sommes correspondantes à mettre en recouvrement pour la phase II sera examinée dans le contexte de ce rapport.

I. Introduction

1. Afin que le Secrétaire général puisse s'acquitter des responsabilités qui lui sont confiées en vertu de l'accord général conclu par les Gouvernements indonésien et portugais et des deux accords supplémentaires conclus entre l'Organisation des Nations Unies et les deux gouvernements (A/53/951-S/1999/513, annexes I à III), le Conseil de sécurité, par sa résolution 1246 (1999) du 11 juin 1999, a décidé de créer, jusqu'au 31 août 1999, la Mission des Nations Unies au Timor oriental (MINUTO), comprenant un élément politique, un élément électoral et un élément d'information. Dans la même résolution, le Conseil a autorisé le déploiement d'un élément de police civile comptant jusqu'à 280 personnes et de 50 officiers de liaison.

2. Ayant examiné le rapport du Secrétaire général (A/C.5/53/63) et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/53/7/Add. 14), l'Assemblée générale, dans sa résolution 53/240 du 29 juin 1999, a ouvert un crédit d'un montant brut de 52 531 100 dollars pour la MINUTO pour la période du 5 mai au 31 août 1999. Elle a également décidé que le montant à mettre en recouvrement serait déterminé après l'examen du rapport que le Secrétaire général lui présenterait à sa cinquante-quatrième session, en tenant compte des contributions volontaires reçues. Elle a décidé en outre que les contributions qui seraient nécessaires seraient réparties entre les États Membres compte tenu de la composition des groupes indiquée aux paragraphes 3 et 4 de sa résolution 43/232 du 1er mars 1989, telle que modifiée par ses résolutions 44/192 B du 21 décembre 1989, 45/269 du 27 août 1991, 46/198 A du 20 décembre 1991, 47/218 A du 23 décembre 1992, 49/249 A du 20 juillet 1995, 49/249 B du 14 septembre 1995, 50/224 du 11 avril 1996, 51/218 A à C du 18 décembre 1996 et 52/230 du 31 mars 1998, et par ses décisions 48/472 A du 23 décembre 1993 et 50/451 B du 23 décembre 1995, et suivant le barème des quotes-parts pour l'année 1999, établi par sa résolution 52/215 A du 22 décembre 1997.

II. Mesures prises par le Conseil de sécurité

3. Dans sa lettre au Président du Conseil de Sécurité datée du 28 juillet 1999 (S/1999/830), le Secrétaire général a fait savoir au Conseil qu'il avait décidé de reporter au 30 août 1999 la consultation populaire prévue au Timor oriental et demandé l'autorisation de proroger le mandat de la MINUTO (phase I) d'un mois. Par sa résolution 1257 (1999) du 3 août 1999, le Conseil a décidé de proroger le mandat de la Mission jusqu'au 30 septembre 1999.

4. Dans son rapport du 9 août 1999 (S/1999/862), le Secrétaire général a proposé au Conseil de sécurité certaines modifications portant sur les tâches et la composition de la MINUTO pour la période de transition après le scrutin (phase II) en attendant la mise en oeuvre des résultats, et demandé que le mandat de la MINUTO soit prorogé pour une période de trois mois à compter de la date de la consultation populaire fixée au 30 août 1999. Par sa résolution 1262 (1999) du 27 août 1999, le Conseil a prorogé le mandat de la Mission jusqu'au 30 novembre 1999 et appuyé la proposition du Secrétaire général tendant à ce que la MINUTO comporte les composantes ci-après pendant la phase de transition (II).

a) Une unité électorale telle que présentée dans le rapport du Secrétaire général;

b) Une composante police civile comptant un maximum de 460 membres, chargée de continuer à conseiller la police indonésienne et de préparer le recrutement et la formation de la nouvelle force de police timoraise;

c) Une composante liaison militaire d'un effectif maximum de 300 personnes, comme prévu dans le rapport du Secrétaire général, qui assurerait la liaison militaire requise, continuerait de participer à l'action des organes timorais créés pour promouvoir la paix, la stabilité et la réconciliation, et conseillerait le Représentant spécial pour la consultation populaire au Timor oriental, selon qu'il conviendrait, sur les questions de sécurité, conformément aux dispositions de l'Accord du 5 mai 1999;

d) Une composante affaires civiles qui serait chargée de conseiller le Représentant spécial pour la consultation populaire au Timor oriental touchant le contrôle de l'application de l'Accord du 5 mai 1999, comme prévu dans le rapport du Secrétaire général;

e) Une composante information chargée de faire connaître la suite donnée aux résultats de la consultation et de diffuser un message encourageant la réconciliation, la confiance, la paix et la stabilité.

5. Cependant, à la suite des événements qui sont survenus au Timor oriental depuis le 4 septembre 1999, la majorité des membres du personnel de la MINUTO ont été temporairement réinstallés à Darwin (Australie) et la Mission ne maintient qu'une présence réduite à Dili. Une mission du Conseil de sécurité a été dépêchée à Jakarta et à Dili du 8 au 12 septembre 1999 afin d'examiner avec le Gouvernement indonésien les mesures concrètes à prendre pour l'application pacifique de l'Accord du 5 mai. Le rapport de la Mission du

Conseil de sécurité (S/1999/76) a été présenté au Conseil de sécurité le 14 septembre 1999.

6. Par sa résolution 1264 (1999) du 15 septembre 1999, le Conseil de sécurité a autorisé la création d'une force multinationale placée sous une structure de commandement unifiée, conformément à la demande que le Gouvernement indonésien a adressée au Secrétaire général le 12 septembre 1999, cette force étant chargée de rétablir la paix et la sécurité au Timor oriental, de protéger et d'appuyer la MINUTO dans l'exécution de ses tâches et, dans les limites des capacités de la force, de faciliter les opérations d'aide humanitaire. Il a également invité le Secrétaire général à planifier et préparer une administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental, incorporant une opération de maintien de la paix des Nations Unies, qui serait déployée lors de la phase de mise en oeuvre des résultats de la consultation populaire (phase III), et à lui faire des recommandations dès que possible.

III. Prévisions de dépenses révisées pour la période du 5 mai 1999 au 30 septembre 1999

7. Comme indiqué à l'annexe I du présent rapport, les prévisions de dépenses de la MINUTO pour la prorogation initiale de son mandat (phase I) jusqu'au 30 septembre 1999, autorisée par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1257 (1999), s'élèvent à 4 631 100 dollars, en chiffres bruts (montant net : 4 293 200 dollars). Pour établir ces prévisions, on a tenu dûment compte de la diminution des ressources nécessaires liées aux élections et plus précisément à la consultation populaire. Une analyse préliminaire de la structure des dépenses au moment de l'adoption de la résolution a fait apparaître que, pour la période du 5 mai au 31 août 1999, on enregistrerait un solde inutilisé d'environ 2 733 800 dollars, en chiffres bruts (montant net : 2 692 700 dollars). Le montant ainsi obtenu est dû à une sous-utilisation des crédits initialement demandés, compensée en partie par des dépenses imprévues imputables à l'adjonction de 50 Volontaires des Nations Unies supplémentaires qui ont été déployés pour superviser le scrutin dans les bureaux de vote supplémentaires mis en place, du fait que le nombre d'électeurs inscrits était sensiblement supérieur au chiffre initialement prévu.

8. Cela étant, le Secrétaire général a demandé au Comité consultatif, et obtenu de ce dernier, l'autorisation d'engager des dépenses jusqu'à concurrence d'un montant brut de 1 897 300 dollars (montant net : 1 600 500 dollars) pour assurer le financement de la phase I de la MINUTO au titre des prévisions révisées pour le mois supplémentaire de septembre 1999, conformément au paragraphe 3 de la résolution 52/223 de l'Assemblée générale en date du 22 décembre 1997, relative aux dépenses imprévues et extraordinaires. Cette autorisation lui a été accordée.

9. Compte tenu des tâches et de la structure de la MINUTO (phase II), approuvées par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1262 (1999) pour la période du 1er septembre au 30 novembre 1999 et impliquant une période de chevauchement d'un mois avec la phase I en septembre, le montant brut des dépenses à prévoir pour la phase II est estimé provisoirement à 38 037 100 dollars (montant net : 37 080 700 dollars). Afin d'assurer l'exécution immédiate du mandat révisé de la MINUTO, le Secrétaire général a obtenu, le 9 septembre 1999, l'assentiment du Comité consultatif pour engager des dépenses jusqu'à concurrence de 10 millions de dollars, conformément au paragraphe 3 de la résolution 52/223 de l'Assemblée générale.

10. Les prévisions détaillées pour la phase II de la MINUTO figurent à l'annexe II du présent rapport. Ces prévisions tiennent compte, entre autres, des augmentations d'effectifs (74 fonctionnaires internationaux, 186 policiers civils et 250 officiers de liaison en plus) et d'une réduction (3 147 agents locaux en moins), comme indiqué dans la partie C de l'annexe II. Étant donné la situation qui règne actuellement au Timor oriental, on a considéré que le déploiement du personnel à Dili serait échelonné et que les effectifs de la Mission seraient entièrement installés à la mi-octobre pour établir les prévisions susmentionnées. Les dépenses additionnelles afférentes à la réinstallation temporaire du personnel de la MINUTO à Darwin sont également prises en considération et on a tenu compte du remplacement des biens endommagés et de l'infrastructure disponible pour assurer l'appui administratif et logistique nécessaire à la Mission lors de la phase II. À cet égard, on a supposé à ce stade qu'il faudrait remplacer la moitié du matériel correspondant à la phase I, une grande quantité de pièces de rechange étant parallèlement requise pour remettre l'autre moitié en état. Des montants sont ainsi prévus pour le remplacement du matériel en question, les pièces de rechange et le fret correspondant dans les propositions budgétaires. Une fois que les biens de la MINUTO auront été entièrement évalués, il pourrait s'avérer nécessaire de modifier les montants demandés au titre du remplacement du matériel.

11. Les ressources totales requises pour la MINUTO au cours de la période du 5 mai au 30 novembre 1999 sont récapitulées ci-après :

	Montants bruts	*Montants nets*
	(en milliers de dollars É.-U.)	
Phase I		
Crédit ouvert pour la période du 5 mai au 31 août 1999 (résolution 53/240)	52 531,1	51 340,6
Prévisions de dépenses pour septembre 1999 (résolution 1257 (1999) du Conseil	4 631,1	4 293,2
Solde inutilisé au 31 août 1999 (estimation préliminaire)	(2 733,8)	(2 692,7)
Engagement de dépenses autorisé par le Comité consultatif	1 897,3	1 600,5
Montant total révisé des ressources nécessaires	**54 428,4**	**52 941,1**
Phase II		
Prévisions de dépenses pour la période du 1er septembre au 30 novembre 1999 (résolution 1262 (1999) du Conseil)	38 037,1	37 080,7
Montant cumulatif total des ressources pour les phases I et II	**92 465,5**	**90 021,8**

IV. Ressources nécessaires pour la phase III

12. La planification et la préparation de la phase de mise en oeuvre des résultats de la consultation populaire (phase III) sont maintenant en cours. Des recommandations seront présentées au Conseil de sécurité conformément au paragraphe 11 de sa résolution 1264 (1999). Les besoins de financement pour la phase III seront examinés lorsque le Conseil aura approuvé le rapport demandé. En attendant la présentation du rapport financier correspondant à l'Assemblée générale, les fonds nécessaires pour couvrir les besoins les plus pressants liés à la phase de démarrage seront obtenus initialement en demandant au Comité consultatif l'autorisation d'engager des dépenses dans le cadre du Fond de réserve pour les opérations de maintien de la paix, conformément aux dispositions de la résolution 49/233 A de l'Assemblée générale, en date du 23 décembre 1994. On suppose que, lorsque la phase III débutera, les biens utilisés par la MINUTO au cours des phases I et II seront encore disponibles pour la conduite des opérations.

V. Décisions que devra prendre l'Assemblée générale

Phase I

13. Il est demandé à l'Assemblée générale d'approuver un crédit révisé d'un montant brut de 54 428 400 dollars (montant net : 52 941 100 dollars) pour la phase I de la MINUTO (5 mai-30 septembre 1999).

14. En ce qui concerne le financement du crédit révisé proposé ci-dessus, il est rappelé qu'au paragraphe 7 de sa résolution 53/240, l'Assemblée générale a décidé que le montant à mettre en recouvrement serait déterminé après l'examen du rapport que le Secrétaire général lui présenterait à sa cinquante-quatrième session, en tenant des contributions volontaires reçues.

15. À cet égard, au moment de la rédaction du présent rapport, des contributions en espèces d'un montant de 38 336 000 dollars avaient été versées au Fonds d'affectation spéciale pour le règlement de la question du Timor oriental. Par ailleurs, des annonces de contributions au Fonds portant sur un montant de 5 574 800 dollars, faites par écrit, ont été confirmées, les contributions devant être versées prochainement. Comme il est indiqué dans le précédent rapport du Secrétaire général (A/C.5/53/63), la contribution en nature du Gouvernement australien aux activités de la MINUTO pour la phase I a été évaluée à 3 438 700 dollars.

16. En conséquence, le Secrétaire général recommande à l'Assemblée générale d'approuver un montant brut de 7 078 900 dollars (montant net : 5 591 600 dollars) à mettre en recouvrement pour la phase I de la MINUTO, comme indiqué dans le tableau ci-dessous. Cette somme sera répartie entre les États Membres conformément aux dispositions du paragraphe 8 de la résolution 53/240 de l'Assemblée générale.

Phase I	*Montants bruts*	*Montants nets*
	(en milliers de dollars É.-U.)	
Crédit ouvert pour la période du 5 mai au 31 août 1999 (résolution 53/240)	52 531,1	51 340,6
Engagement de dépenses autorisé par le Comité consultatif pour le mois de septembre 1999	1 897,3	1 600,5
Total des ressources nécessaires	**54 428,4**	**52 941,1**
Contributions volontaires au Fonds d'affectation spéciale (versées et annoncées)	(43 910,8)	(43,910,8)
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	(3 438,7)	(3 438,7)
Montant à remettre en recouvrement pour la phase I	**7 078,9**	**5 591,6**

Phase II

17. Compte tenu des derniers événements survenus au Timor oriental, il est essentiel de donner à la MINUTO les moyens nécessaires pour reprendre les activités de la phase II et les mener à terme dès que la situation en matière de sécurité le permettra. Toutefois, en raison des incertitudes entourant les dommages causés aux biens de la Mission, le Secrétaire général compte présenter des propositions révisées à une date ultérieure au vu des informations qui auront été recueillies au sujet du matériel à remplacer.

18. En attendant les résultats de l'évaluation complète de l'état des biens et installations de la MINUTO, le Secrétaire général prie l'Assemblée générale de l'autoriser à engager des dépenses jusqu'à concurrence d'un montant brut de 28 037 100 dollars (montant net : 27 080 700 dollars), conformément à la procédure indiquée au paragraphe 3 de la résolution 52/223 A de l'Assemblée générale. Ce montant viendrait s'ajouter aux 10 millions de dollars correspondant à l'engagement de dépenses que le Comité consultatif avait initialement autorisé.

19. Les crédits et les mises en recouvrement liés aux engagements de dépenses cumulés d'un montant brut de 38 037 100 dollars (montant net : 37 080 700 dollars) seront examinés dès que le Secrétariat aura pu réunir tous les éléments d'information nécessaires pour établir les prévisions budgétaires définitives de la phase II. Ces prévisions tiendraient également compte de l'évolution de la situation sur le terrain, de toute décision que le Conseil de sécurité serait susceptible de prendre ultérieurement et des dépenses effectives.

Annexe I

Prévisions de dépenses pour la période du 5 mai 1999 au 30 septembre 1999, phase I

(En milliers de dollars des États-Unis)

	(1)	*(2)*	*(3)*	*(4)=(2)-(3)*	*(5)=(1) + (4)*
Catégorie de dépenses	*5 mai 1999-31 août 1999 Crédits ouverts*	*1er-30 septembre 1999 Dépenses prévues*	*5 mai 1999-31 août 1999 Économies prévues*	*Engagements autorisés*	*5 mai 1999-31 août 1999 Prévisions révisions*
I. Personnel militaire					
1. Officiers de liaison	688,8	109,9	–	109,9	798,7
Total, catégorie I	**688,8**	**109,9**	**–**	**109,9**	**798,7**
II. Personnel civil					
1. Police civile	3 606,2	552,2	–	552,2	4 158,4
2. Personnel international et personnel local	10 447,8	2 166,1	(541,6)	1 624,5	12 072,3
3. Volontaires des Nations Unies	4 212,5	352,0	284,9	636,9	4 849,4
Total, catégorie II	**18 266,5**	**3 070,3**	**(256,7)**	**2 813,6**	**21 080,1**
III. Dépenses opérationnelles					
1. Locaux/hébergement	2 043,1	107,0	(1 000,0)	(893,0)	1 150,1
2. Transports	12 232,4	108,0	(200,0)	(92,0)	12 140,4
3. Opérations aériennes	6 448,6	604,0	(486,0)	118,0	6 566,6
4. Transmissions	2 401,0	50,0	–	50,0	2 451,0
5. Matériel divers	1 969,1	0,0	–	–	1 969,1
6. Fournitures et services	2 088,0	149,0	(600,0)	(451,0)	1 637,0
Total, catégorie III	**27 182,2**	**1 018,0**	**(2 286,0)**	**(1 268,0)**	**25 914,2**
IV. Autres programmes					
1. Fournitures et services liés aux élections	4 553,1	–	(150,0)	(150,0)	4 403,1
2. Programmes d'information	650,0	95,0	–	95,0	745,0
Total, catégorie IV	**5 203,1**	**95,0**	**(150,0)**	**(55,0)**	**5 148,1**
V. Contributions du personnel	**1 190,5**	**337,9**	**(41,1)**	**296,8**	**1 487,3**
Dépenses totales (montant brut)	**52 531,1**	**4 631,1**	**(2 733,8)**	**1 897,3**	**54 428,4**
VI. Recettes provenant des contributions du personnel	**(1 190,5)**	**(337,9)**	**41,1**	**(296,8)**	**(1 487,3)**
Total des ressources nettes nécessaires	**51 340,6**	**4 293,2**	**(2 692,7)**	**1 600,5**	**52 941,1**

Annexe II

Prévisions de dépenses pour la période du 1er septembre 1999 au 30 novembre 1999, phase II

A. Tableau récapitulatif

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	*Total des ressources nécessaires*	*Dépenses non renouvelables*
I. Personnel militaire		
1. Officiers de liaison	2 864,9	
2. Matériel appartenant aux contingents (hôpital de campagne de niveau II)	100,0	
Total, catégorie I	**2 964,9**	**–**
II. Personnel civil		
1. Police civile	3 203,5	
2. Personnel international et personnel local	7 936,5	
3. Volontaires des Nations Unies	962,8	
Total, catégorie II	**12 102,8**	**–**
III. Dépenses opérationnelles		
1. Locaux/hébergement	1 245,5	602,5
2. Transports	9 240,7	8 378,0
3. Opérations aériennes	3 456,6	
4. Transmissions	3 762,0	3 397,0
5. Matériel divers	1 964,1	1 964,1
6. Fournitures et services	1 269,1	
7. Fret aérien et de surface	770,0	770,0
Total, catégorie III	**20 938,0**	**15 111,6**
IV. Autres programmes		
Programmes d'information	305,0	
Total, catégorie IV	**305,0**	**–**
V. Contributions du personnel	**956,4**	
Dépenses totales (montant brut)	**38 037,1**	**15 111,6**
VI. Recettes provenant des contributions du personnel	**(956,4)**	
Dépenses totales (montant net)	**37 080,7**	**15 111,6**
VII. Contributions volontaires en nature (budgétisées)	**(2 752,2)**	
Total des ressources nettes nécessaires	**34 328,5**	**15 111,6**

B. Effectifs nécessaires pour les phases I et II

	Catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur														
	SSG	*D-2*	*D-1*	*P-5*	*P-4*	*P-3*	*P-2*	**Total**	*SM/SG*	**Total personnel international**	*Agents locaux*	*Membres de la police civile*	*Officiers de liaison*	*Volontaires des Nations Unies*	**Total général**
Services techniques															
Bureau du Chef de Mission															
Effectif actuel	1			2	3	1		**7**	5	**12**	4				**16**
Effectif proposé	1			1	3	5	1	**11**	7	**18**	9				**27**
Augmentation/(diminution)	–			(1)	–	4	1	**4**	2	**6**	5				**11**
Groupe de la planification															
Effectif actuel								**–**		**–**					**–**
Effectif proposé				1	3			**4**	2	**6**					**6**
Augmentation/(diminution)				1	3			**4**	2	**6**					**6**
Affaires civiles															
Effectif actuel			1	1	2	1		**5**	1	**6**	1				**7**
Effectif proposé		1	1	4	8	10		**24**	6	**30**	24			20	**74**
Augmentation/(diminution)		1	–	3	6	9		**19**	5	**24**	23			20	**67**
Districts															
Effectif actuel				1	1	7		**9**		**9**	7				**16**
Effectif proposé				3	12	11		**26**		**26**	78			60	**164**
Augmentation/(diminution)				2	11	4		**17**		**17**	71			60	**148**
Chef de la police civile															
Effectif actuel			1					**1**	3	**4**	72	274			**350**
Effectif proposé			1					**1**	3	**4**	110	460			**574**
Augmentation»(diminution)			–					**–**	–	**–**	38	186			**224**
Chef de la liaison militaire															
Effectif actuel			1					**1**	1	**2**	12		50		**64**
Effectif proposé			1					**1**	4	**5**	75		300		**380**
Augmentation/(diminution)			–					**–**	3	**3**	63		250		**316**
Affaires électorales															
Effectif actuel			4	2	10	13	2	**31**	17	**48**	3 424			475	**3 947**
Effectif proposé			1	3	4	2		**10**	2	**12**	5				**17**
Augmentation/(diminution)			(3)	1	(6)	(11)	(2)	**(21)**	(15)	**(36)**	(3 419)			(475)	**(3 930)**
Information															
Effectif actuel				1	2	4	2	**9**	2	**11**	19				**30**
Effectif proposé				1	2	4	2	**9**	2	**11**	20				**31**
Augmentation/(diminution)				–	–	–	–	**–**	–	**–**	1				**1**
Total, Services techniques															
Effectif actuel	**1**	**–**	**7**	**7**	**18**	**26**	**4**	**63**	**29**	**92**	**3 539**	**274**	**50**	**475**	**4 430**
Effectif proposé	**1**	**1**	**4**	**13**	**32**	**32**	**3**	**86**	**26**	**112**	**321**	**460**	**300**	**80**	**1 273**
Augmentation/(diminution)	–	1	(3)	6	14	6	(1)	**23**	(3)	**20**	(3 218)	186	250	(395)	**(3 157)**
Services administratifs															
Bureau du Chef de l'administration															
Effectif actuel			1	1		1		**3**	3	**6**	2				**8**
Effectif proposé			1	1	2	1		**5**	4	**9**	4				**13**
Augmentation/(diminution)			–	–	2	–		**2**	1	**3**	2				**5**

	Catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur														
	SSG	*D-2*	*D-1*	*P-5*	*P-4*	*P-3*	*P-2*	**Total**	*SM/SG*	**Total personnel international**	*Agents locaux*	*Membres de la police civile*	*Officiers de liaison*	*Volontaires des Nations Unies*	**Total général**
Bureau de la sécurité															
Effectif actuel					1		1	**2**	14	**16**	12				**28**
Effectif proposé					1	1		**2**	19	**21**	12				**33**
Augmentation/(diminution)					–	1	(1)	**–**	5	**5**	–				**5**
Sécurité aérienne															
Effectif actuel						1		**1**		**1**					**1**
Effectif proposé						1		**1**		**1**					**1**
Augmentation/(diminution)						–		**–**		**–**					**–**
Appui à l'administration des districts															
Effectif actuel								**–**	10	**10**	10				**20**
Effectif proposé								**–**	28	**28**	28				**56**
Augmentation/(diminution)								**–**	18	**18**	18				**36**
Finances															
Effectif actuel					1	2		**3**	11	**14**	6				**20**
Effectif proposé					1	2		**3**	14	**17**	3				**20**
Augmentation/(diminution)					–	–		**–**	3	**3**	(3)	–	–	–	**–**
Personnel															
Effectif actuel					1	2		**3**	7	**10**	6			20	**36**
Effectif proposé					1	2		**3**	8	**11**	6			20	**37**
Augmentation/(diminution)					–	–	–	**–**	1	**1**	–			–	**1**
Groupe médical															
Effectif actuel					1	1		**2**		**2**	10				**12**
Effectif proposé					1	1	1	**3**		**3**	12				**15**
Augmentation/(diminution)					–	–	1	**1**		**1**	2				**3**
Achats															
Effectif actuel					1	1	1	**3**	4	**7**	5				**12**
Effectif proposé					1	1	1	**3**	4	**7**	5				**12**
Augmentation/(diminution)					–	–	–	**–**	–	**–**	–				**–**
Services généraux															
Effectif actuel					1	2		**3**	4	**7**	6				**13**
Effectif proposé					1	2	1	**4**	6	**10**	12				**22**
Augmentation/(diminution)					–	–	1	**1**	2	**3**	6				**9**
Bureau du Chef des services techniques															
Effectif actuel				1				**1**	1	**2**	2				**4**
Effectif proposé				1				**1**	2	**3**	1				**4**
Augmentation/(diminution)				–				**–**	1	**1**	(1)				**–**
Transports															
Effectif actuel						1	1	**2**	12	**14**	15				**29**
Effectif proposé					1		1	**2**	18	**20**	20				**40**
Augmentation/(diminution)					1	(1)	–	**–**	6	**6**	5				**11**
Gestion des bâtiments															
Effectif actuel						1		**1**	9	**10**	12				**22**
Effectif proposé						1		**1**	14	**15**	12				**27**

	Catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur														
	SSG	*D-2*	*D-1*	*P-5*	*P-4*	*P-3*	*P-2*	**Total**	*SM/SG*	**Total personnel international**	*Agents locaux*	*Membres de la police civile*	*Officiers de liaison*	*Volontaires des Nations Unies*	**Total général**
Augmentation/(diminution)						–		**–**	5	**5**	–				**5**
Approvisionnements															
Effectif actuel						1		**1**	5	**6**	8				**14**
Effectif proposé						1		**1**	5	**6**	8				**14**
Augmentation/(diminution)						–		**–**	–	**–**	–				**–**
Contrôle des mouvements															
Effectif actuel						1	1	**2**	4	**6**	7				**13**
Effectif proposé					1		1	**2**	5	**7**	15				**22**
Augmentation/(diminution)					1	(1)	–	**–**	1	**1**	8				**9**
Transmissions/traitement électronique des données															
Effectif actuel					1		1	**2**	25	**27**	5				**32**
Effectif proposé					1		1	**2**	32	**34**	39				**73**
Augmentation/(diminution)					–		–	**–**	7	**7**	34				**41**
Personnel d'appui au Siège de l'Organisation des Nations Unies															
Effectif actuel					6			**6**	6	**12**					**12**
Effectif proposé					6			**6**	6	**12**					**12**
Augmentation/(diminution)					–			**–**	–	**–**					**–**
Total, Services administratifs															
Effectif actuel	**–**	**–**	**1**	**2**	**13**	**14**	**5**	**35**	**115**	**150**	**106**	**–**	**–**	**20**	**276**
Effectif proposé	**–**	**–**	**1**	**2**	**17**	**13**	**6**	**39**	**165**	**204**	**177**	**–**	**–**	**20**	**401**
Augmentation/(diminution)	–	–	–	–	4	(1)	1	**4**	50	**54**	71	–	–	–	**125**
Total															
Effectif actuel	**1**	**–**	**8**	**9**	**31**	**40**	**9**	**98**	**144**	**242**	**3 645**	**274**	**50**	**495**	**4 706**
Effectif proposé	**1**	**1**	**5**	**15**	**49**	**45**	**9**	**125**	**191**	**316**	**498**	**460**	**300**	**100**	**1 674**
Augmentation/(diminution)	–	1	(3)	6	18	5	–	**27**	47	**74**	(3 147)	186	250	(395)	**(3 032)**

C. Explications complémentaires

Personnel militaire

Montant estimatif : 2 964 900 dollars

1. Trois cents officiers de liaison seront déployés dans la zone de la Mission (phase II). Le montant prévu se répartit ainsi : frais de voyage (1 750 000 dollars), indemnité de subsistance (missions au taux de 66 dollars par jour (1 011 900 dollars), indemnité au titre de l'uniforme (3 000 dollars) et indemnisation en cas de décès ou d'invalidité (100 000 dollars).

2. Un montant est également prévu au titre des remboursements relatifs au matériel appartenant aux contingents, lié à l'hôpital de niveau 2 (100 000 dollars).

Personnel civil

Montant estimatif : 12 102 800 dollars

Police civile

3. Les ressources demandées, d'un montant de 3 203 500 dollars, doivent permettre de financer le déploiement d'un nombre maximum de 460 policiers civils, dont : frais de voyage (1 302 000 dollars), indemnité de subsistance (missions) (1 808 700 dollars), indemnité au titre de l'uniforme (18 400 dollars) et indemnisation en cas de décès ou d'invalidité (74 400 dollars).

Personnel international et personnel local

4. Il est prévu d'employer 125 administrateurs et 191 agents du Service mobile, qui seraient répartis entre les différents services de la MINUTO énoncés dans la section B de l'annexe II, pour un coût total de 5 271 400 dollars, dont les traitements, les dépenses communes de personnel et les frais de voyage liés au déploiement. Les dépenses afférentes au personnel international ont été calculées sur la base d'un taux de vacance de postes de 10 % et compte tenu du fait que 60 % des administrateurs et des agents du Service mobile n'ont pas droit à une indemnité de poste du fait qu'ils sont engagés spécialement pour la Mission. Le coût de l'indemnité de subsistance (missions) qui sera versée au personnel international est estimé à 1 360 700 dollars. Un montant supplémentaire devant couvrir les dépenses afférentes à la réinstallation temporaire du personnel de la MINUTO à Darwin (350 000 dollars) est également prévu.

5. On pense engager 498 agents locaux pour un coût de 429 000 dollars. Un montant de 7 000 dollars est demandé au titre des heures supplémentaires.

6. Des ressources d'un montant de 252 400 dollars réparties entre les honoraires (110 600 dollars), les frais de voyage (97 200 dollars) et l'indemnité de subsistance (missions) sont prévues pour engager des consultants et des experts spécialistes des affaires civiles.

7. L'aide de 100 Volontaires des Nations Unies sera requise pour un coût total de 962 800 dollars. À l'exception de 20 d'entre eux, qui sont des auxiliaires médicaux, les Volontaires seront affectés à l'administration des affaires civiles à Dili et dans les districts.

8. Les frais de voyage, estimés à 266 000 dollars, concerneront les voyages du personnel se déplaçant entre New York, Lisbonne, Dili, Tokyo et Canberra afin d'y rencontrer des responsables gouvernementaux (234 000 dollars), et les déplacements à l'intérieur de la zone de la Mission (32 000 dollars).

Dépenses opérationnelles

Montant estimatif : 20 938 000 dollars

Locaux/hébergement

9. Des ressources sont prévues pour la location de 13 maisons particulières à usage de bureaux dans les 13 districts (26 000 dollars). Un bâtiment sera loué pendant deux mois pour le groupe médical (10 000 dollars). Un montant de 8 000 dollars est également prévu pour la location du bureau de liaison à Jakarta pendant deux mois.

10. Les frais d'utilisation de la base aérienne et des locaux à usage de bureaux à Darwin fournis, en nature, par le Gouvernement australien sont estimés à 348 000 dollars.

11. Les ressources nécessaires pour les gros travaux de réparation des locaux à usage de bureaux qui ont été endommagés à Dili et dans les districts sont estimées à 200 000 dollars. En outre, un montant de 402 500 dollars est demandé pour du matériel d'hébergement comprenant des tentes, des sacs de couchage, des moustiquaires, des lits de camp et des lampes pour le personnel international, les policiers civils, les officiers de liaison et les Volontaires des Nations Unies.

12. Des ressources sont prévues pour l'achat sur place de fournitures électriques consomptibles, de matériel de construction divers et de fournitures pour la défense des périmètres (poteaux, grillage de clôture, réseaux concertina et rouleaux de fil barbelé) (91 000 dollars).

13. Le coût des services collectifs de distribution est estimé à 160 000 dollars, y compris le carburant nécessaire aux groupes électrogènes.

Transports

14. Les estimations comprennent des dépenses non renouvelables afférentes à l'achat de véhicules supplémentaires pour répondre aux besoins des membres du personnel, des policiers civils et des officiers de liaison supplémentaires en matière de transport et renforcer les moyens logistiques de la Mission de façon générale. Il s'agit des véhicules suivants : 60 véhicules 4 x 4 (1 110 000 dollars); 7 fourgonnettes 4 x 4 à double cabine (155 000 dollars); 2 dépanneuses (100 000 dollars); 2 camions-citernes (carburant) (150 000 dollars); 2 camions-citernes (eau) (100 000 dollars); et 2 véhicules de transport logistique (125 000 dollars). Les ressources prévues pour l'acheminement par voie maritime de ces véhicules se chiffrent à 261 000 dollars.

15. Les dépenses prévues pour le remplacement des véhicules achetés au cours de la phase I ont été calculées sur la base d'un taux de 50 %, à savoir 183 véhicules 4 x 4 (3 477 000 dollars) et 31 autocars légers (403 000 dollars). Pour répondre aux besoins immédiats en matière de transport, ces véhicules seront expédiés dans la zone de la Mission par voie aérienne (2 001 000 dollars). S'agissant des autres véhicules de la phase I, un montant de 374 500 dollars est demandé au titre des réparations et du remplacement de pièces diverses (pare-brise, vitres, pneus, etc.). On estime également qu'il faudra remplacer la moitié du matériel d'atelier pour les véhicules de la phase I (322 000 dollars). Des ressources sont prévues (254 800 dollars) pour l'acheminement des pièces de rechange et du matériel d'atelier par voie maritime.

16. En attendant l'arrivée des nouveaux camions prévus, il faudra louer 10 camions pendant 30 jours à raison de 200 dollars par véhicule et par jour (60 000 dollars). Le matériel d'atelier est estimé à 10 % du coût des nouveaux véhicules (phase II) (174 400 dollars). Le coût des pièces de rechange, des réparations et de l'entretien des véhicules est calculé sur la base de 100 dollars par véhicule et par mois (148 800 dollars). Le coût des carburants et lubrifiants est estimé à 252 200 dollars, à raison de 15 litres par jour et par véhicule à 0,60 dollar le litre. Des ressources sont également prévues pour l'assurance des véhicules (27 200 dollars).

Opérations aériennes

Hélicoptères

17. Deux hélicoptères Super Puma et un hélicoptère B 212 assureront le transport du personnel et des équipements à l'intérieur du pays. Les appareils devraient être utilisés 60 heures par mois. Ils sont fournis par le Gouvernement australien au titre de sa contribution en nature et leur valeur est estimée à 1 620 000 dollars.

18. Le coût du carburant aviation et des lubrifiants est estimé à 149 600 dollars, à raison de 900 litres de l'heure pour les Super Puma et de 340 litres de l'heure pour le B 212 à 0,50 dollar le litre. Les estimations à ce titre comprennent également l'assurance responsabilité et risques de guerre (7 000 dollars).

Avions

19. Un avion L 100 sera affrété pour deux mois et utilisé dans la zone de la Mission à raison de 60 heures de base et de 40 heures supplémentaires par mois (874 000 dollars). Le coût du carburant et des lubrifiants nécessaires à cet avion est estimé à 584 000 dollars (2 920 litres de l'heure à 1 dollar le litre). Des ressources sont également prévues pour l'assurance responsabilité et risques de guerre (2 000 dollars).

Autres dépenses

20. Les dépenses d'hébergement et de repas des équipages sont estimées à 90 000 dollars pour les trois hélicoptères et seront prises en charge par le Gouvernement australien dans le cadre de sa contribution en nature. Les dépenses d'hébergement et de repas sont estimées à 20 000 dollars pour l'équipage du L 100.

21. Les autres dépenses concernent les services aéroportuaires et de contrôle de la circulation aérienne : 90 000 dollars pour les hélicoptères, qui seront également pris en charge par le Gouvernement australien, et 20 000 dollars pour le L 100.

Transmissions

22. Pour la phase II, il faudra améliorer le système de transmissions de la MINUTO en installant un réseau contrôlé et géré par l'ONU, compte tenu de la situation extrêmement instable en matière de sécurité. Cela est indispensable pour assurer des moyens de communication fiables entre le personnel d'exécution et les districts et entre les districts et Dili et le Siège de l'ONU. Le système de transmissions comprendra des réseaux de radiodiffusion et de communication par satellite et un dispositif de transfert de données. La Mission sera également mieux équipée pour aborder la phase III. Il faudra acheter 250 radios VHF portatives, 140 radios VHF mobiles, 20 répéteurs VHF, 50 stations fixes VHF, 40 radios mobiles HF, 14 stations de satellite (3,7 mètres), modems et accessoires compris, 1 station terrestre (7 mètres) avec les accessoires, 15 centraux téléphoniques PABX, 20 pylônes

radio, 10 liaisons hertziennes, 1 miniliaison, 250 antennes avec base aimantée mobile VHF et 100 panneaux solaires, comme il est indiqué en détail dans l'annexe III.B. Le coût total du matériel de transmissions est estimé à 2 228 000 dollars. Des ressources sont également prévues pour l'achat de matériel d'atelier et d'essai (80 000 dollars), de pièces de rechange et de fournitures (60 000 dollars) et pour les frais de communications par réseaux commerciaux (125 600 dollars), notamment les frais de location d'un répéteur de satellite, les terminaux INMARSAT et les redevances téléphoniques.

23. Les coûts de remplacement ont été estimés à 1 028 000 dollars pour le matériel de transmissions et à 61 000 dollars pour le matériel d'atelier, soit 50 % du coût d'achat. Le montant prévu pour les pièces de rechange (180 000 dollars) a été calculé sur la base du coût intégral à la suite d'une première évaluation qui a montré que la plupart – y compris celles stockées dans les bureaux extérieurs – ont été endommagées. Il est également proposé d'inscrire un montant de 272 000 dollars au budget pour les frais de transport du matériel de remplacement et des pièces de rechange.

Matériel divers

24. Les ressources prévues à cette rubrique doivent permettre l'acquisition de matériel divers pour le personnel supplémentaire lors de la phase II : mobilier de bureau (110 000 dollars); matériel de bureau (réfrigérateurs, fontaines réfrigérantes, déchiqueteuses, photocopieuses, télécopieurs, etc.) (84 500 dollars); matériel informatique (serveurs, ordinateurs de bureau, imprimantes, matériel de réseau et câbles) (792 600 dollars); et autres matériels divers (4 000 dollars), énumérés dans l'annexe III.B.

25. Les ressources prévues pour le remplacement du matériel utilisé lors de la phase I ont été calculées sur la base d'un taux de 50 % par rapport aux prévisions initiales pour le mobilier de bureau (225 000 dollars); le matériel de bureau (86 000 dollars); le matériel informatique (643 000 dollars); et d'autres matériels divers (19 000 dollars). Le fret correspondant (243 000 dollars) est également inclus.

Fournitures et services

26. Le coût des services contractuels (estimé à 600 000 dollars) comprend les défenses afférentes aux services assurant la sécurité des bureaux à Dili (40 000 dollars) et aux évacuations sanitaires vers Darwin (560 000 dollars). Les évacuations sanitaires seront assurées dans le cadre de la contribution en nature apportée par le Gouvernement australien.

27. Les fournitures et services permettant d'assurer un soutien logistique autonome dans le contexte de l'hôpital de niveau 2 (soins de base, soins dentaires de niveau 2, soins médicaux de niveau 2 et apports de produits sanguins pendant deux mois) sont estimés à 487 400 dollars. Les estimations relatives aux fournitures concernent : la papeterie et les fournitures de bureau (30 000 dollars); les vaccinations (82 500 dollars); les fournitures sanitaires et articles de nettoyage (10 000 dollars); et les accessoires d'uniforme (15 000 dollars).

28. Les articles ci-après, dont la valeur est estimée à 44 200 dollars, sont fournis directement par le Gouvernement australien : 130 jeux de cartes opérationnelles, 1 000 boîtes de rations, 200 moustiquaires, 200 sacs de couchage et 200 lits de camp, et 2 000 boîtes de médicaments (antipaludiques).

Autres programmes

Montant estimatif : 305 000 dollars

Programmes d'information

29. Les dépenses afférentes à la production d'émissions radio sont estimées à 150 000 dollars. Les émissions, qui comprennent des informations axées sur l'actualité, continueront d'être diffusées en quatre langues quotidiennement, leur durée variant entre une et deux heures.

30. Il est prévu un montant de 95 000 dollars pour la diffusion d'émissions de télévision quotidiennes d'une durée de 30 minutes. Les émissions seront mises à la disposition des télévisions indonésienne et portugaise, selon qu'il conviendra, et réalisées, comme précédemment, en bahasa indonesia, en portugais et en tetun.

31. L'Organisation des Nations Unies distribuera également à la population locale un certain nombre de documents imprimés dans le cadre d'une stratégie globale visant à promouvoir la paix et la réconciliation. Les frais de production sont estimés à 55 000 dollars.

32. Des informations sur les résultats de la consultation populaire et les mesures prises pour les mettre en oeuvre seront données aux populations dans les régions où des bureaux de vote extérieurs ont été mis en place. Il est proposé d'affecter un montant de 5 000 dollars à cette activité qui sera exécutée par l'intermédiaire du centre d'information des Nations Unies desservant ces régions.

Contributions du personnel

Montant estimatif : 956 400 dollars

33. Le montant prévu à cette rubrique représente la différence entre les émoluments bruts et nets, à savoir le montant de la retenue à laquelle les fonctionnaires des Nations Unies sont assujettis au titre des contributions du personnel conformément au Règlement et au Statut du personnel de l'Organisation des Nations Unies.

Annexe III

Prévisions de dépenses pour la période du 1er septembre 1999 au 30 novembre 1999, phase II : analyse

A. Coûts et ratios propres à la Mission

(En dollars des États-Unis)

Description	*Prévisions antérieures*	*Effectif moyen*	*Coût standard*	*Prévisions de dépenses* — *Coût unitaire ou coût journalier*	*Coût mensuel*	*Coût annuel*	*Explication*
1. Indemnité de subsistance (missions)							Le taux de l'indemnité de subsistance (missions) a été fixé par le Bureau de la gestion des ressources humaines.
a) Les 30 premiers jours	66		[a]	66			
b) Après 30 jours	66		[a]	66			
2. Personne militaire							
Officier de liaison	50	300					Déploiement complet.
3. Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	40 000	40 000	[a]				
4. Frais de voyage							Voyage aller retour par avion.
New York-Dili	6 000		[a]	6 000			
Dili-Darwin	1 900		[a]	–			Avion affrété par l'ONU.
Dili-Bali	450		[a]	450			
Dili-Jakarta	750		[a]	750			
5. Personnel civil							
Police civile	274	460					Déploiement complet.
Personnel international	218	284	[a]				Compte tenu d'un taux de vacance de postes de 10 % sur un effectif proposé de 316 fonctionnaires internationaux.
Personnel local	3 190	473	[a]				Compte tenu d'un taux de vacance de postes de 5 % sur un effectif proposé de 498 agents locaux.
Volontaires des Nations Unies	425	100	[a]			962 800	
Consultants	22	16					
6. Location de locaux							
Bureaux régionaux	3 500		[a]		2 000		
Unité médicale	6 000		[a]		5 000		
Bureau de liaison de Jakarta	4 000		[a]		4 000		
Bureau de Darwin	–		[a]		6 000		
Utilisation de la base aérienne de Darwin	–		[a]		100 000		
7. Services/fournitures d'entretien	23 000		[a]			91 000	
8. Services collectifs de distribution							
Carburant pour groupes électrogènes	0,50		[a]	1			150 000 litres de carburant nécessaires.
Services divers	8 600		[a]		10 000		
9. Transports							
Location de camions	30	10	[a]	200			Location pour 30 jours.
Pièces de rechange, réparations et entretien de véhicules	100		[a]		100		Prévisions par véhicule.

Description	Prévisions antérieures	Effectif moyen	Coût standard	Prévisions de dépenses: Coût unitaire ou coût journalier	Prévisions de dépenses: Coût mensuel	Prévisions de dépenses: Coût annuel	Explication
Carburants et lubrifiants	10		[a]	9			Sur la base de 15 litres par jour, par véhicule, à raison de 60 cents le litre.
Assurance automobile	25		[a]		25		Prévisions par véhicule.
10. Hélicoptères							
Super Puma/B 212	3	3					
Heures de vol	3 000	180		3 000			Coût de l'heure de vol pour 60 heures par mois et par appareil.
Carburants	6 000		[a]	900/340			900 litres par heure pour les Super Puma et 340 litres par heure pour le B 212, à raison d'un dollar le litre.
Assurance	3 000		[a]	3 375			Coût trimestriel, par hélicoptère.
11. Avions							
L 100	1	1					
Heures de vol	452 000	100			437 000		Sur la base de 60 heures, plus 40 heures supplémentaires par mois.
Carburant	292 000		[a]		292 000		2 920 litres de l'heure à raison d'un dollar le litre.
Assurance	1 000				1 000		
12. Autres dépenses afférentes aux opérations aériennes							
Hélicoptères							
Indemnité des équipages	30 000		[a]		30 000		10 000 dollars par équipage d'hélicoptère.
Services de contrôle de la circulation aérienne et autres services	30 000		[a]		30 000		10 000 dollars par hélicoptère.
Avions							
Indemnité des équipages	10 000		[a]		10 000		
Services de contrôle de la circulation aérienne et autres services	10 000		[a]		10 000		
13. Pièces de rechange et fournitures pour les transmissions	30 000		[a]		30 000		
14. Communications par satellite	–		[a]	10 000			Coût trimestriel par liaison.
15. Communications par réseaux commerciaux							
Téléphone	2 000		[a]		5 000		

Description	Prévisions antérieures	Effectif moyen	Coût standard	Prévisions de dépenses: Coût unitaire ou coût journalier	Coût mensuel	Coût annuel	Explication
16. Services de sécurité							
Prestataires	20 000		[a]		20 000		Contrat de louage de services de sécurité.
17. Services et traitements médicaux							
Soutien logistique autonome pour les soins de base, les soins dentaires de niveau 1, les soins médicaux de niveau 2 et les produits sanguins	78,75		78,75				Par personne et par mois.
Évacuation sanitaire	504 000		[a]			560 000	Évacuation sanitaire, y compris le coût de traitement du niveau 3.
18. Papeterie et fournitures de bureau	35		35				
19. Fournitures médicales							
Produits sanguins	10 000				10 000		
Vaccinations	250		150				
20. Fournitures sanitaires et articles de nettoyage	4 000		[a]		4 000		
21. Accessoires d'uniforme, drapeaux et autocollants	10 000		[a]			15 000	
22. Cartes opérationnelles	3 000		[a]			1 000	
23. Intendance et magasins							
Rations d'urgence	6		[a]	13,50			Prévisions par ration.
Moustiquaires/sacs de couchage/lits de camp	50		[a]	46			
24. Programmes d'information							
Matériel et fournitures	90 000		[a]			55 000	
Dépenses de production de programmes	310 000		[a]			250 000	

[a] Il n'existe pas de taux standard pour ce poste de dépense.

B. Dépenses non renouvelables

(En milliers de dollars des États-Unis)

	(1) Nombre actuel	(2) Nombre d'unités à remplacer	(3) Nombre d'unités supplémen-taires à acheter	(4) = (2 + 3) Nombre total d'unités	(5) Coût unitaire	(6) = (4 x 5) Coût total
I. Personnel militaire						–
II. Personnel civil						–
III. Dépenses opérationnelles						
1. Locaux/hébergement						
a) Tentes et matériel d'hébergement connexe						402,5
b) Aménagement et rénovation des locaux						200,0
Total, rubrique 1						**602,5**
2. Transports						
a) Achat de véhicules						
Véhicules 4 x 4		183	67	250	19,0	4 742,0
Autocars légers		31			13,0	403,0
Camions poids lourds			8	8	59,4	475,0
Total partiel		**214**	**75**	**258**		**5 620,0**
Fret aérien						2 001,0
Fret à 15 %						261,0
Total partiel, rubrique 2 a)						**7 882,0**
b) Matériel d'atelier						496,0
Total, rubrique 2						**8 378,0**
3. Opérations aériennes						–
4. Transmissions						
a) Éléments complémentaires						
Matériel de transmissions						
Matériel VHF						
Stations fixes		70	50	120	0,5	60,0
Répéteurs stations principales		58	20	78	1,6	127,0
Walkies-talkies (VHF)		405	250	655	0,44	286,5
Stations mobiles		160	140	300	0,43	129,0
Répéteurs (VHF)		8		8	8,0	64,0
Total partiel, matériel VHF						**666,5**
Matériel HF						
Stations mobiles			40	40	3,5	140,0
Stations principales : transmissions de données		15		15	5,0	75,0
Total partiel, matériel HF						**215,0**
Matériel de satellite						
Terminaux INMARSAT M		50		50	2,8	140,0
Stations terriennes		1	16	17	101,0	1 722,0
Total partiel, matériel de satellite						**1 862,0**
Matériel divers						

		(1) Nombre actuel	(2) Nombre d'unités à remplacer	(3) Nombre d'unités supplémen-taires à acheter	(4) = (2 + 3) Nombre total d'unités	(5) Coût unitaire	(6) = (4 x 5) Coût total
	Unités d'alimentation non interruptible (5 kVA)		3		3	4,0	12,0
	Autocommutateur privé moyen avec postes téléphoniques		1		1	30,0	30,0
	Petit autocommutateur privé avec postes téléphoniques		10	15	25	4,5	112,5
	Liaisons téléphoniques rurales		2		2	6,0	12,0
	Système de télécommunications numériques sans fil européennes (DECT)		1		1	30,0	30,0
	Chargeurs de batteries		100		100	0,1	10,0
	Liaisons protégées de télécopie		2		2	6,0	12,0
	Télécopieurs ordinaires		60		60	0,5	30,0
	Pylônes radio			20	20	5,0	100,0
	Liaisons hertziennes			10	10	7,0	70,0
	Liaisons téléphoniques protégées		2		2	3,0	6,0
	Panneaux solaires			100	100	0,5	50,5
	Mini-liaison			1	1	25,0	25,0
	Antennes			250	250	0,05	12,5
	Total partiel, matériel téléphonique						512,0
	Total partiel, matériel de transmissions						**3 256,0**
	Matériel d'atelier et d'essai						
	Matériel d'essai						141,0
	Total partiel, matériel d'atelier et d'essai						**141,0**
	Total partiel, rubrique 4 a)						**3 397,0**
b)	Contrat de raccordement au réseau						–
	Total, rubrique 4						**3 397,0**
5.	Matériel divers						
a)	Mobilier de bureau		450	220	670	0,5	335,0
b)	Matériel de bureau						
	Photocopieuses		8	5	13	4,5	58,5
	Déchiqueteuses		2	50	52	0,1	6,0
	Climatiseurs		50		50	0,9	45,0
	Réfrigérateurs			50	50	0,75	37,5
	Fontaines réfrigérantes			40	40	0,4	16,0

		(1) Nombre actuel	(2) Nombre d'unités à remplacer	(3) Nombre d'unités supplémen-taires à acheter	(4) = (2 + 3) Nombre total d'unités	(5) Coût unitaire	(6) = (4 x 5) Coût total
	Ventilateurs à pied		100		100	0,1	7,5
	Total partiel, rubrique 5 b)						**170,5**
c)	Matériel informatique						
	Ordinateurs de bureau avec moniteurs		100	95	195	1,6	312,0
	Imprimantes		100		100	0,4	40,0
	Unités d'alimentation non interruptible		100		100	0,4	40,0
	Serveurs		3	29	32	11,5	368,0
	Routeurs		2	34	36	2,0	72,0
	Réseau local de liaisons hertziennes		1		1	25,0	25,0
	Matériel et câblage de réseau		1		1	30,0	30,0
	Ensemble informatique (ordinateur portable, imprimante portable et logiciel)		115		115	2,5	287,5
	Fournitures informatiques						26,1
	Systèmes d'identification			3	3	45,0	135,0
	Droits de licence et progiciels						100,0
	Total partiel, rubrique 5 c)						**1 435,6**
d)	Matériel d'épuration de l'eau						2,0
e)	Matériel divers						21,0
	Total, rubrique 5						**1 964,1**
6.	Fournitures et services						–
7.	Fret aérien et de surface						770,0
	Total, catégorie III						**15 111,6**
IV.	**Autres programmes**						–
	Total, catégories I à IV						**15 111,6**

[a] En raison de la situation au Timor oriental, il est impossible de fournir des informations sur l'état des stocks à ce stade. Ces informations devraient figurer dans le prochain rapport financier.